



Liban : Human Rights Watch dénonce l'utilisation illégale du phosphore blanc par l'armée israélienne

Description

L'ONG Human Rights Watch dénonce l'utilisation illégale du phosphore blanc, une substance chimique incendiaire, sur des populations civiles au Liban par l'armée israélienne.

Par Agence Média Palestine, le 9 mars 2026

Le 3 mars 2026, des tirs d'artillerie israéliens ont été filmés à Yohmor, dans le sud du Liban. Ces tirs ont été lancés au lendemain de l'escalade militaire entre Israël et le Hezbollah, le 2 mars 2026. L'ONG de défense des droits humains Human Rights Watch (HRW) a vérifié et géolocalisé 7 images montrant des explosions de phosphore blanc au-dessus d'un quartier résidentiel. D'après l'analyse de HRW, la forme du nuage de fumée blanche a été identifiée comme conforme au panache « en poing » produit par le projectile d'artillerie de 155 mm de la série M825 au phosphore blanc. L'impact a produit plusieurs incendies dans, au moins deux maisons et une voiture. La défense civile libanaise est intervenue pour éteindre les feux et a attribué ces incendies au phosphore blanc, causés par des morceaux de feutre imprégnés de la substance chimique.

Comme le critique HRW, le phosphore blanc est une substance chimique dispersée par des obus, bombes ou roquettes. Il s'enflamme au contact de l'oxygène et détruit habitations, zones agricoles et biens civils. Son utilisation en zone peuplée est illégale selon le droit international humanitaire. Le Protocole III de la Convention sur les armes classiques, seul traité encadrant les armes incendiaires, comporte toutefois des lacunes : il exclut les munitions « polyvalentes » comme le phosphore blanc et réglemente moins strictement les tirs au sol que les largages aériens. Le Liban est signataire, Israël ne l'a pas ratifié. HRW réclame une révision du texte.

« L'utilisation illégale de phosphore blanc par l'armée israélienne au-dessus de zones résidentielles est extrêmement alarmante et aura des conséquences désastreuses pour les civils », a déclaré Ramzi Kaiss, chercheur sur le Liban à Human Rights Watch. « Les effets incendiaires du phosphore blanc peuvent causer la mort, ou des blessures cruelles qui entraînent

des souffrances à vie. »

Dès le 2 mars 2026, le porte-parole de l'armée israélienne avait publié un ordre d'évacuation pour Yohmor et 50 autres villages alentours, demandant aux habitants d'évacuer « immédiatement » et de s'éloigner « d'au moins 1 000 mètres ». Cet ordre a été révoqué le 3 mars. HRW s'interroge : ces ordres visent-ils vraiment à protéger les civils ou à « semer la terreur et la panique » ? HRW avait déjà documenté l'usage massif de phosphore blanc par Israël entre octobre 2023 et mai 2024 au sud du Liban. L'Agence nationale d'information libanaise (ANI) a par ailleurs accusé Israël d'avoir ciblé Tal Nahas et Khiam, deux autres localités frontalières, avec des tirs d'artillerie et des bombardements au phosphore. En février 2026, Israël était également accusé de pulvérisation de glyphosate, un herbicide controversé, à la frontière israélo-libanaise, qui menace la fertilité des sols et pourrait empêcher les populations de revenir dans la région.

Depuis l'escalade militaire du 2 mars, au moins 217 personnes ont été tuées au Liban selon le ministre de la Santé libanaise, et des centaines de milliers de personnes ont été déplacées. HRW demande à Israël de cesser immédiatement l'usage du phosphore blanc en zones résidentielles et exige des États fournisseurs d'armes qu'ils suspendent leur aide militaire et leurs ventes. « Les États qui fournissent des armes à Israël devraient immédiatement faire pression sur lui pour qu'il cesse de tirer des munitions dans les zones résidentielles », a conclu Ramzi Kaiss.

date créée
2026/03/09